



COMMUNIQUE DE PRESSE 01.02.2016

Violences scolaires, pour le Vice-Rectorat , c'est de la faute des profs ?

Le JDM daté du 29 janvier, a profité de son compte rendu sur la réunion à la Préfecture relatives aux violences répétées en milieu scolaire de ces derniers temps pour reprendre nos propositions.

« Chacun doit se sentir concerné en réagissant en s'investissant selon ses fonctions. Certains établissements sont épargnés par cette violence parce que les équipes éducatives se sentent concernées » aurait déclaré Madame Costantini au Journal de Mayotte.

Nous avons été scandalisés par les propos rapportés dans ce même article attribués à Madame la Vice-Rectrice : *« Chacun doit se sentir concerné en réagissant, en s'investissant selon ses fonctions. Certains établissements sont épargnés par cette violence parce que les équipes éducatives se sentent concernées »* ou comment se décharger sur les personnels qui sont sur le terrain et victimes de ces violences ?

Au lieu d'apporter des réponses concrètes et efficaces, ils continuent la politique de l'autruche et pointe du doigt les victimes !

Que des équipes s'investissent dans les établissements pour réfléchir à lutter contre les violences, bien sûr que nous trouvons que c'est important. Mais cela relève de la responsabilité du chef d'établissement qui lorsqu'il use de

professionnalisme, d'écoute et d'humanisme, et lorsque le sujet l'intéresse, parvient à mobiliser le personnel éducatif autour de cette question. Mais même en agissant ainsi, chacun sait que tous les problèmes ne seront pas résolus car **il existe des facteurs externes sur lesquels les personnels de l'Education Nationale n'ont aucune prise.** Lorsque des bandes de jeunes souvent drogués, désœuvrés, démunis et perdus dans une scolarité inadaptée à leurs besoins, en viennent à jeter des pierres ou à utiliser des machettes, le travail des enseignants, de toute qualité qu'il soit, montre assez vite ses limites dans des structures trop petites et vétustes.

Aussi, nous sommes très curieux de savoir où sont ces fameux établissements épargnés ? A Mayotte ? En Seine-Saint-Denis, en Ariège ou dans le XVIème arrondissement parisien ?

Pour la CGT Educ-Action, que le Vice-Rectorat engage la responsabilité des équipes éducatives, sans mesurer la sienne, est très inquiétant car cela semble indiquer une méconnaissance de la réalité du terrain... Mettre à l'index les collègues qui subissent ces violences au quotidien, en plus d'être scandaleux et contraire à la déontologie la plus élémentaire, ne permettra pas de dégager une politique scolaire indispensable pour tenter d'endiguer le phénomène.

**LE 3 FEV. 13h30 Place de la Rép.
TOUS ENSEMBLE CONTRE LA
VIOLENCE
POUR DES MESURES IMMEDIATES
ET CONCRETES !!!!**

Toute la population de l'île est appelée à se retrouver MERCREDI 3 FEVRIER 2016 à 13h30 à Mamoudzou pour la « marche blanche pour dire halte à la violence ». La CGT Educ' se joint à cet appel unitaire lancé par la FSU et encourage toutes et tous à s'y retrouver pour exiger des mesures concrètes !